

Consensus, divergences et scénarii d'évolution d'une politique alimentaire durable au Sénégal

Pr Abdou Salam FALL

Directeur de recherche des universités en Sociologie



- Consensus
- Divergences
- Scénarii d'évolution
- Pistes d'action



▫ Au Sénégal, on produit peu; or, le potentiel agro-sylvo pastorale est très élevé.

▫ Les contraintes :

▫ L'accès aux facteurs de production et aux intrants ;

▫ Terres arables

▫ Eau

▫ Energie

▫ Engrais

▫ La maîtrise des itinéraires techniques;

▫ La faible disponibilité des informations statistiques sur le secteur agricole;

▫ L'orientation des investissements agricoles;

▫ Les cultures irriguées ne représentent que 3% des superficies emblavées alors que l'autosuffisance en riz est visée,



- Faible conservation et transformation de la production;
 - Deux types d'infrastructures à venir:
 - les agropoles et;
 - le marché d'intérêt national:
 - Les acteurs de la société civile doivent y jouer leur fonction critique;
 - Mais **la place des unités industrielles de petite taille et les start-up reste un pari à gagner;**
- Le prix au producteur est peu régulé.
 - **Les intermédiaires tirent le meilleur profit de la production.**
 - Inversement, besoin de favoriser les circuits courts pour contrer cette menace.
- « Chaîne de valeur » objet de tous les intérêts et discours.-
 - Mais la culture intersectorielle est faible.
- L'enjeu de la **sécurité sanitaire des aliments** et des bonnes pratiques alimentaires peu maîtrisé.



- ❑ Les sénégalais mangent **trop gras, trop salé, trop sucré.**

- ❑ La **dépendance aux importations alimentaires est forte** même pour les céréales.

- ❑ Les ressources **forestières non ligneuses sont menacées par la surexploitation** due à l'exportation :
 - Même si industrialisation a une valeur ajoutée relativement faible: perte de 70% de valeurs nutritives

 - L'urgence de replanter ces essences arbustives:
 - Tirer profit des résultats de la recherche agroforestière ayant permis de **raccourcir fortement le cycle de maturation** des ressources forestières non ligneuses (baobab, ditax, etc.).

- ❑ Le micro jardinage a été promu,
 - Néanmoins, les expériences **ne sont pas passées à l'échelle.**



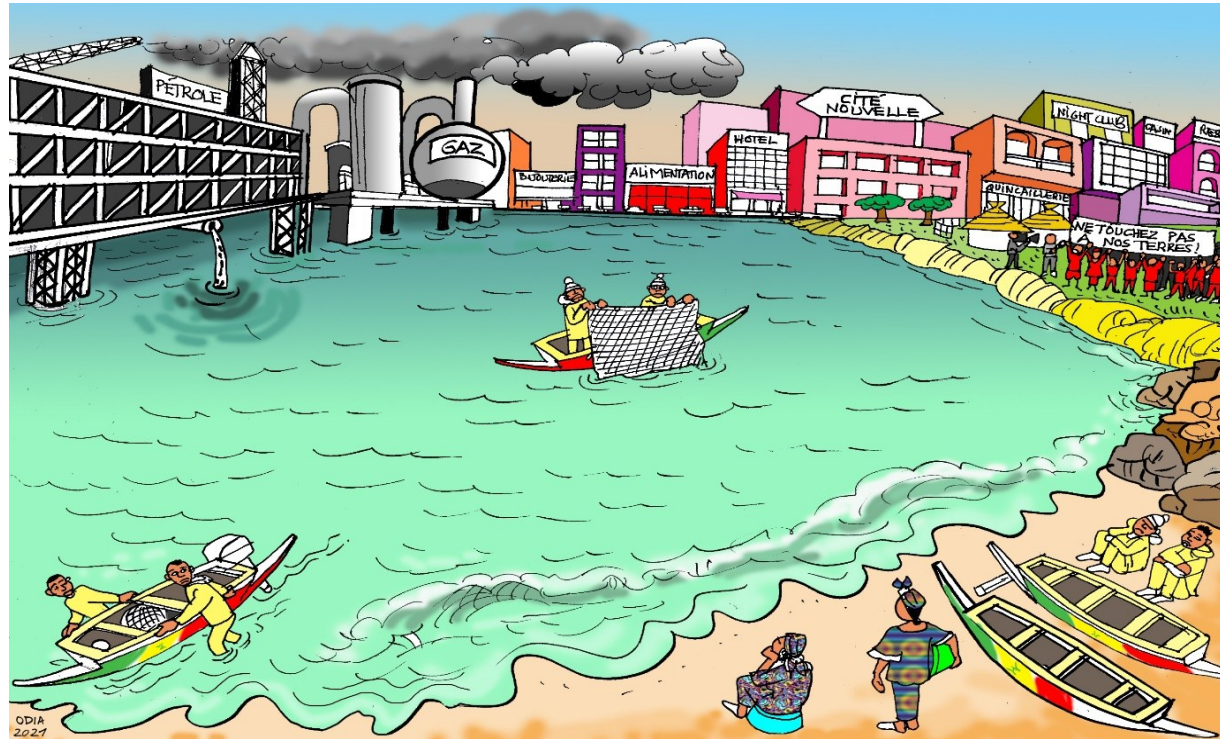
- Divergences : les hésitations notées auprès des acteurs en dépit de la reconnaissance des principes :
 - La **production bio** à cause de la recherche de productivité et du coût de la production.
 - L'**usage des pesticides** entraine une productivité qui **s'oppose à la production responsable**.
 - L'exportation ou **inversement privilégier le marché intérieur**.



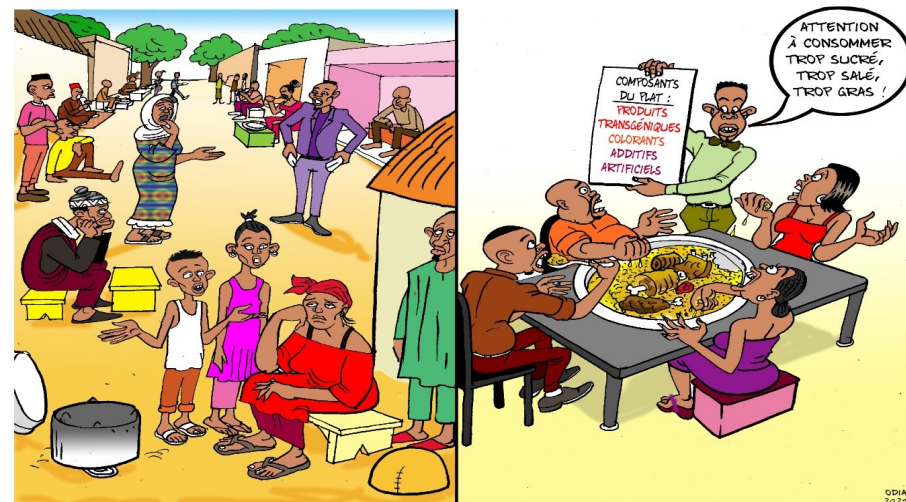
- Les intrants vont davantage aux gros producteurs qui sont souvent les guides religieux.
- La forte présence des supermarchés des grands groupes d'investisseurs et faible qualité du commerce local.
- Le droit de porte acquis par le royaume chérifien => les produits marocains de bas de gamme concurrencent les produits locaux : agrumes, etc.

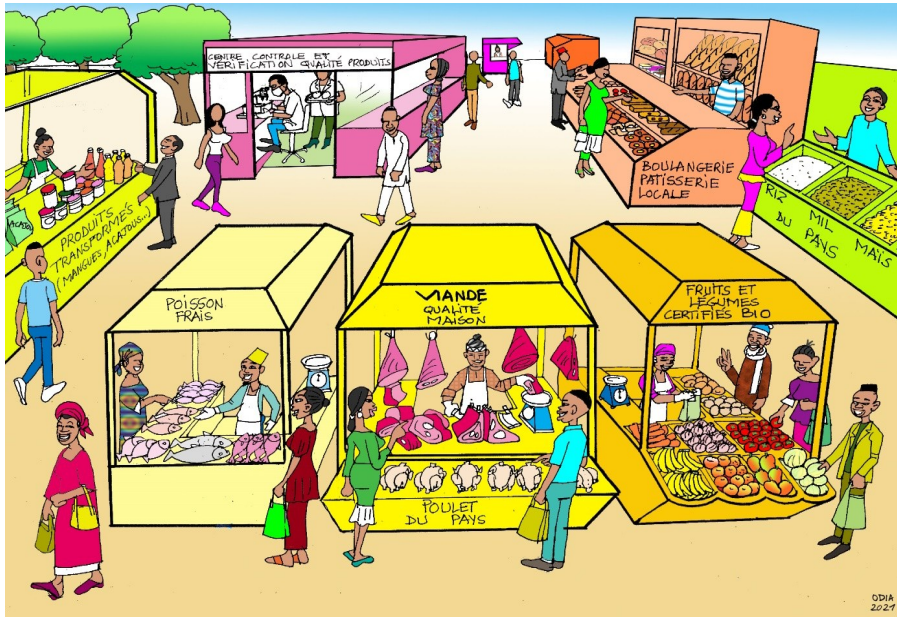


Les scénarii à l'horizon 2035: maîtriser son devenir



“Le bol est en danger, le danger est dans le bol” est axé sur la **disponibilité alimentaire et la sécurité sanitaire des aliments**. Malgré l’expérience dans ce domaine, les stratégies multisectorielles peinent à être opérationnelles et des difficultés liées au suivi des résultats et un engagement multisectoriel persistent. Beaucoup de facteurs comme le **coût de production, les problèmes du foncier et l’exportation tributent** à renforcer cette tendance du “bol en danger”. **Le poisson et produits de la pêche demeurent menacés de raréfaction**. Il est noté également un risque de disparition de la **prise des repas en commun et consommation d’aliments à haut risque**, avec la prolifération de la restauration collective de rue qui ne répond pas toujours aux normes. Il est constaté une méconnaissance des normes de sécurité sanitaire et l’adoption de lois permettant le contrôle systématique des aliments peine à se réaliser. Or, l’importation des produits alimentaires est au cœur de l’alimentation avec une forte dépendance au marché extérieur. Les innovations dans le domaine de l’agro-alimentaire s’imposent car **les pertes post-récolte et la non diversification des productions**, ne peuvent être limitées qu’avec la transformation et l’inventivité technologique.



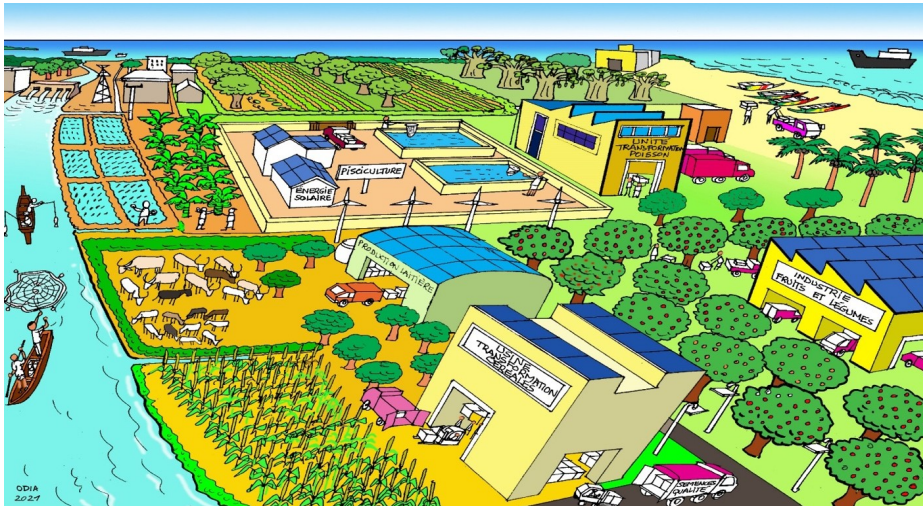


« On passe à l'action et ça avance », repose sur l'intersectorialité. En effet, la production agricole deviendrait suffisante pour une autosuffisance et le renforcement des acteurs communautaires devient effectif. Des efforts considérables sont mis sur le contrôle de la sécurité sanitaire des aliments et la régulation des marchés. **L'exportation est davantage axée sur les produits transformés et non bruts.** Pour résumer, ce scénario est axé sur la souveraineté alimentaire et l'autosuffisance alimentaire. L'objectif d'une souveraineté alimentaire, c'est la santé des consommateurs. **La santé est dans le bol et la base des maladies non transmissibles, c'est l'alimentation.** Dans cette optique, l'approche chaîne de valeur est fondamentale et le développement de la production agricole, halieutique et animale est plus que nécessaire. Toutefois, le **triple fardeau de la malnutrition reste un problème majeur et renforce les vulnérabilités surtout des femmes et des enfants.** L'éducation nutritionnelle, la sensibilisation et le renforcement de capacités des acteurs constituent des leviers importants pour une alimentation diversifiée, saine et nutritive.



« Senegaalu naatangu », le Sénégal nourrit le Sénégal », il apparaît que les coûts de facteurs de production sont régulés et que les trois batailles de la mer, de l'énergie et celle de l'arbre sont gagnées. On assiste également à une mécanisation semi industrielle associée à l'artisanat local conduisant à une forte croissance de l'économie sociale et solidaire. Les finalités sociétales et environnementales sont mises en avant. De même, la recherche met au point un certain nombre de variétés à cycle court et les exportations concernent les produits finis transformés et labellisés. Grâce à une politique de protection sociale, on assiste à une éradication de la malnutrition.

Dans cette optique, une mise en cohérence sur le plan législatif et réglementaire ainsi que le passage de la couverture maladie universelle à la couverture sanitaire universelle sont les voies du changement. L'intersectorialité entre les secteurs du commerce, de l'agriculture, de l'industrie et de la consommation devrait favoriser un meilleur environnement pour les entreprises dans l'agroalimentaire. De même, l'entrepreneuriat local et la territorialisation des pôles de production et de distribution des aliments constituent des leviers importants pour que ce scénario se réalise.



- Sensibilisation à **une éducation alimentaire et nutritionnelle pour tous** par :
 - **L'éducation des acteurs** de toute la chaîne du système alimentaire et des **campagnes de communication** pour une alimentation saine et variée.

 - **L'introduction de l'éducation alimentaire et nutritionnelle dans le curricula des enseignements scolaires** dès le bas âge.

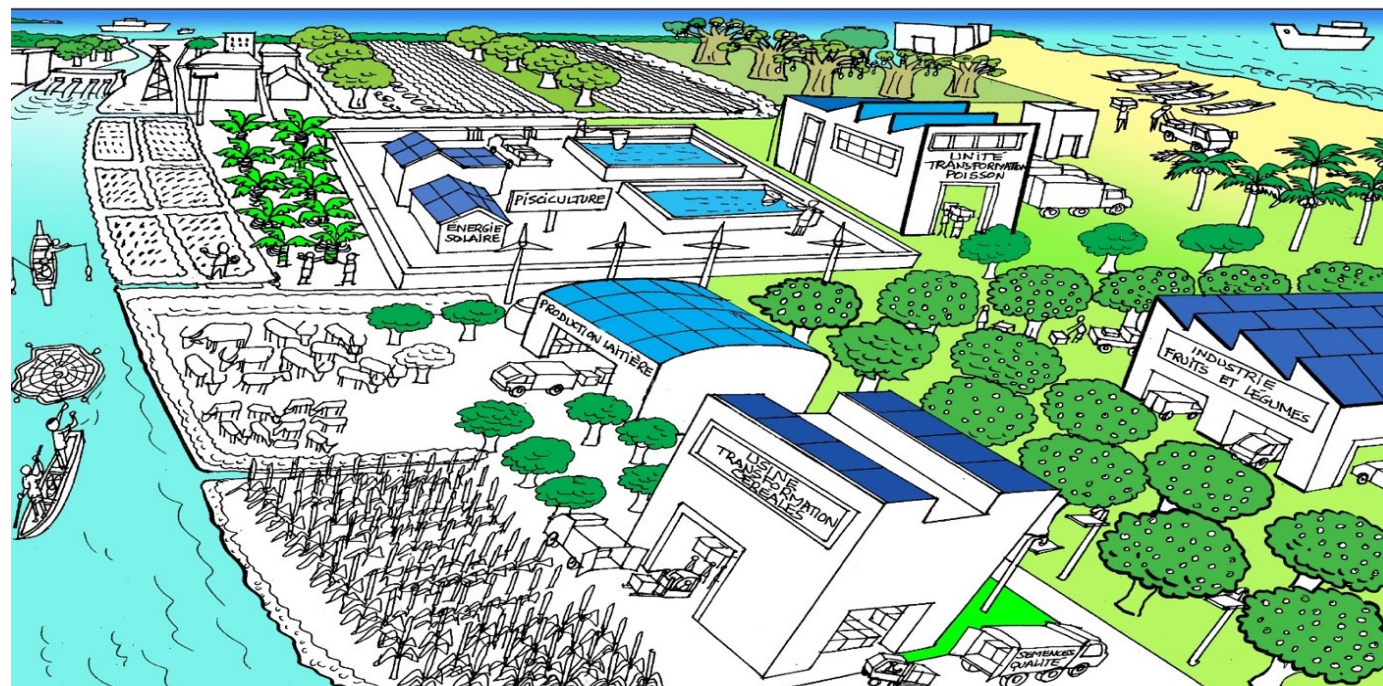


- L'élaboration des stratégies qui contribuent à une alimentation saine et durable à travers :
 - la **production et diffusion des directives nutritionnelles et normes pour les repas scolaires** ;
 - la réglementation de la commercialisation des aliments aux abords des écoles;
- Ramener la consommation de sel à 5 g par jour et par personne (normes de l'OMS) au lieu de 20 à 30 g; **Favoriser la consommation responsable**;
- Préconiser les **recommandations alimentaires nationales** : définir une table de composition alimentaire en relation avec les carences.



- Construire des **systèmes alimentaires durables adossés aux territoires**. Pour ce faire:
 - Le renforcement des systèmes alimentaires à l'échelle locale : **miser sur les circuits courts, la petite et moyenne industrie et start-up de transformation, et en amont les coop et entreprises sociales de production**
 - La gouvernance du système alimentaire: **réguler pour mieux approvisionner le marché local en produits alimentaires de qualité** ,
 - L'intensification des chaînes de valeur alimentaires : **la réduction des pertes et gaspillages 40 à 70% (FAO)**.
 - Gouvernance orientée **vers l'intersectorialité** et le renforcement du contrôle des aliments.





Merci de votre attention

Email : fallabdousalam@gmail.com
LARTES-IFAN Université Cheikh Anta Diop de Dakar
www.lartes-ifan.org

